

# RAPPORT DE GESTION

Le 11 novembre 2015

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ainsi qu'à nos états financiers résumés intermédiaires consolidés non audités et aux notes complémentaires pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2015 et 2014. Les rapports trimestriels, le rapport annuel et les renseignements supplémentaires figurent à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pj.ca/fr>. Pour obtenir de plus amples renseignements, notamment notre notice annuelle, veuillez visiter le site de SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)), Bookenda Limitée, anciennement 4400348 Canada Inc. (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto) ainsi que 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree)].

## INFORMATION PROSPECTIVE

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et dont nous classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement. Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- Nous réussirons à poursuivre la mise en œuvre de notre plan d'affaires;
- Nous réussirons à accroître l'utilisation de nos médias numériques détenus et exploités au rythme actuellement prévu;
- Nos produits et services seront en forte demande dans les secteurs dans lesquels nous les vendons, soit les secteurs des annuaires, des médias numériques et de la publicité;
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services qui offriront aux clients le rendement sur le capital investi prévu;
- Nous serons en mesure d'acquérir de nouveaux clients au rythme actuellement prévu;
- Le taux de fidélisation des clients ne sera pas significativement en deçà du niveau actuellement prévu;
- La baisse des produits tirés des médias imprimés ne s'accroîtra pas de manière significative au-delà de ce qui est actuellement prévu;
- La croissance des produits tirés des médias et solutions numériques ne sera pas beaucoup plus lente que ce qui est actuellement prévu;
- La conjoncture économique ne se détériorera pas de façon significative au-delà des niveaux actuellement prévus;
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société;
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs;
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias;
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients;
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à marge moins élevée, comme les services et la revente;
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne et l'incapacité d'accroître l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités;
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements;
- L'importance de la dette de la Société pourrait nuire à ses efforts en vue de refinancer sa dette;
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite;
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco (définis aux présentes) de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties;
- L'incapacité de la Société de protéger correctement et de maintenir ses marques de produits et ses marques de commerce et la contrefaçon de ces dernières par des tiers;
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail;
- L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé;
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal;
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des portails Internet, des moteurs de recherche, des sites Web individuels, des fabricants de téléphones cellulaires et des fournisseurs de systèmes d'exploitation;
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société;
- L'incapacité de la Société à développer les systèmes et les plateformes d'information et de technologies de l'information nécessaires à la mise en œuvre du plan de retour à la croissance de la Société;
- L'incapacité de la Société à réaliser des efficacités opérationnelles et des économies de coûts dans l'ensemble de ses activités;
- La Société pourrait devoir comptabiliser des charges pour dépréciation supplémentaires.

## DÉFINITIONS NÉCESSAIRES À LA COMPRÉHENSION DE NOS RÉSULTATS

### Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté). Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure du rendement définie par les IFRS et il n'est pas considéré comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. La définition du BAIIA ajusté n'est pas normalisée; il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté ne devrait pas être utilisé comme mesure exclusive des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt, des paiements d'intérêts, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 15 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tel qu'il est présenté dans les comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat de Pages Jaunes Limitée. Nous utilisons le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car il reflète la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société d'assurer le service de sa dette et de satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

### Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tels qu'ils sont présentés en vertu des IFRS, déduction faite d'un ajustement pour tenir compte des dépenses d'investissement. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure normalisée et ne peuvent être comparés avec ceux d'autres sociétés ouvertes.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Nos activités
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

# 1. NOS ACTIVITÉS

## NOS ACTIVITÉS

Pages Jaunes est l'une des principales entreprises de médias numériques et de solutions marketing au Canada qui offre aux petites et aux moyennes entreprises (les « PME ») des services qui leur permettent d'entrer en contact avec les consommateurs locaux. La Société offre aux PME un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que de la production vidéo et de la publicité imprimée. La Société offre des services de marketing spécialisés à environ 246 000 entreprises locales partout au Canada, par l'intermédiaire de son important effectif de vente. Cet imposant effectif, qui se consacre principalement à la vente directe, est divisé en différents canaux spécialisés chacun offrant aux clients un niveau de service spécialisé en fonction de la taille et des dépenses de l'entreprise.

La Société répond également aux besoins en matière de marketing à l'égard des marques et des détaillants nationaux grâce à Mediative, une division de Pages Jaunes qui offre aux annonceurs des services haut de gamme personnalisables de marketing numérique et de médias de performance afin de les aider à mieux rejoindre le bassin d'utilisateurs de produits numériques à l'échelle du Canada. De plus, par l'intermédiaire de DuProprio/ComFree (« DPCF ») et de Pages Jaunes Immobilier, la Société offre des services dans le secteur immobilier, notamment aux chefs de file du secteur de la construction neuve, aux propriétaires et aux sociétés de gestion immobilière en leur fournissant des solutions publicitaires numériques pour les aider à entrer en contact avec des acheteurs, des vendeurs et des locataires potentiels. DPCF fait de Pages Jaunes un chef de file du marché immobilier numérique canadien, qui permet aux consommateurs, en leur offrant des médias et des solutions fiables, de vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves.

Au niveau des consommateurs, Pages Jaunes détient et exploite l'une des bases de données les plus importantes et complètes sur les marchands locaux au Canada. Ce contenu rejoint les consommateurs par l'intermédiaire d'un certain nombre de médias fixes, mobiles et imprimés, qui continuent de servir de plateformes publicitaires efficaces pour les PME et les détaillants nationaux. Pour aider les Canadiens à découvrir leurs quartiers et à interagir avec les marchands locaux, le réseau de médias de plus en plus spécialisé de la Société dispose de capacités de recherche verticales à valeur élevée dans les domaines des services, du commerce de détail, de la restauration et de l'immobilier. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

- PJ<sup>MC</sup> – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier au moyen de profils de marchands complets et de contenu éditorial pertinent;
- PJ Shopwise<sup>MC</sup> – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés, ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux à l'échelle du Canada;
- RedFlagDeals.com<sup>MC</sup> – principal fournisseur canadien d'outils de magasinage, de promotions, de bons de réduction et de rabais mobiles et en ligne;
- DPCF – à l'heure actuelle le quatrième réseau numérique immobilier le plus visité au Canada, et le site immobilier dominant au Québec, DPCF offre aux propriétaires un service éprouvé, professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés;
- PJ Resto<sup>MC</sup> – application mobile qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des fonctionnalités de commande et de livraison en ligne;
- Bookenda.com – médias numériques qui offrent aux utilisateurs et aux marchands une plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui leur permet d'interagir et de gérer facilement les réservations;
- dine.TO – offre aux utilisateurs de la région du Grand Toronto une base de données exhaustive d'inscriptions de restaurants locaux, de critiques, de rabais, de listes de lecture et d'événements ainsi que des capacités de commande en ligne en temps réel;
- Pages Jaunes Immobilier – offre aux Canadiens des renseignements utiles pour les aider à prendre les bonnes décisions en matière d'achat, de vente ou de location. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprennent PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve;
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales;
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

## 2. RÉSULTATS

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le troisième trimestre de 2015 par rapport à la période correspondante de 2014. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance. Certaines de ces mesures ne sont pas définies par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

### PERFORMANCE GLOBALE

- Les produits ont diminué de 7,8 M\$, ou 3,6 %, par rapport au troisième trimestre de 2014, pour s'établir à 210,6 M\$.
- Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 12,5 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 127,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2015. Au troisième trimestre de 2015, les produits tirés des médias et solutions numériques représentaient 60,7 % des produits consolidés, ce qui représente une augmentation par rapport à 52 % pour la période correspondante de 2014.
- Le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté) a diminué de 11,5 M\$, ou 15,2 %, par rapport au troisième trimestre de 2014, pour s'établir à 63,8 M\$.

### FAITS SAILLANTS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES POURCENTAGES ET LES MONTANTS PAR ACTION)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2015	2014
Produits	210 593 \$	218 427 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	63 810 \$	75 262 \$
Marge sur BAIIA ajusté	30,3 %	34,5 %
Bénéfice net	13 155 \$	26 542 \$
Bénéfice de base par action	0,49 \$	0,98 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	54 287 \$	57 208 \$
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	34 625 \$	37 641 \$

<sup>1</sup> Se reporter à la section 4 pour un rapprochement des flux de trésorerie disponibles.

PRODUITS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	↓(3,6 %)	BAIIA AJUSTÉ (EN MILLIONS DE DOLLARS)	↓(15,2 %)
T3 2015	210,6 \$	T3 2015	63,8 \$
T3 2014	218,4 \$	T3 2014	75,3 \$

### PERFORMANCE PAR RAPPORT À LA STRATÉGIE DE L'ENTREPRISE

Le plan de retour à la croissance de Pages Jaunes (le « plan ») a été conçu pour accélérer la transformation numérique de la Société et permettre à Pages Jaunes de se positionner en tant que chef de file dans le marché canadien de la publicité numérique locale. La mise en oeuvre du plan avance bien, et la Société demeure en bonne voie pour que Pages Jaunes renoue avec la croissance de ses produits et du BAIIA ajusté d'ici 2018. Au cours de sa transformation numérique, la Société concentrera ses efforts sur les secteurs suivants dans lesquels elle investira afin d'améliorer son positionnement dans le marché, tant auprès des consommateurs que des marchands :

- Promouvoir les possibilités de la marque – Lancer des campagnes de publicité ciblées afin de mieux faire connaître la marque numérique et d'en améliorer la perception au sein de notre bassin de consommateurs et des PME, ainsi que de souligner la transformation numérique de la marque;
- Mettre en valeur les actifs liés aux médias – Offrir une expérience supérieure pour les utilisateurs, améliorer la qualité, l'exhaustivité et la pertinence du contenu et offrir davantage d'expériences de recherche numérique verticale. Ces investissements nous permettront d'accroître le bassin d'utilisateurs de produits numériques, d'attirer les PME au sein desquelles les solutions publicitaires existantes de PJ étaient auparavant sous-représentées, d'offrir aux marchands qui ont recours aux médias de la Société un rendement amélioré sur le capital investi ainsi que de protéger la rentabilité à long terme de Pages Jaunes;

- Rehausser la proposition de valeur aux clients – Fournir des solutions numériques de qualité, offrir une expérience de vente améliorée, assurer une exécution supérieure des campagnes de marketing de nos clients et améliorer notre service à la clientèle afin d'accélérer l'acquisition de clients et d'assurer la fidélisation de la clientèle;
- Améliorer l'efficacité – Offrir de meilleurs processus, systèmes et technologies qui amélioreront l'efficacité opérationnelle et généreront des économies de coûts.

### **Promouvoir les possibilités de la marque**

La perception des produits numériques de la marque Pages Jaunes est un élément clé pour attirer les consommateurs et les marchands canadiens vers la gamme de solutions de marketing et de médias numériques de la Société et les fidéliser à celle-ci. Des initiatives sont mises en œuvre pour accroître la notoriété et l'utilisation de PJ.ca et de l'application mobile PJ. En parallèle, des campagnes sont élaborées afin d'accroître l'adoption des applications PJ Resto et PJ Shopwise de la Société, et de contribuer à l'acquisition de marchands du secteur de la restauration et du commerce de détail.

Pour encourager les petites entreprises, le magasinage local et la croissance des économies locales, Pages Jaunes tiendra son événement annuel Mes achats, mon quartier (MAMQ) le samedi 28 novembre 2015. L'événement MAMQ aura lieu dans des villes partout au Canada au cours d'une fin de semaine durant laquelle plusieurs Canadiens font des achats chez des détaillants américains pour profiter des rabais du Vendredi fou et du Cyberlundi. Une campagne multimédia a été lancée à l'échelle nationale pour encourager les marchands et les consommateurs à participer à l'événement MAMQ. La Société a aussi déployé une initiative publicitaire visant à accroître l'adoption et l'utilisation de l'application PJ Shopwise, qui sera le choix incontournable des consommateurs lorsque viendra le temps de découvrir, localiser et faire affaire avec des entreprises locales lors de l'événement.

### **Mettre en valeur les actifs liés aux médias**

L'objectif de Pages Jaunes est d'être le principal média de choix pour la découverte d'entreprises locales de quartier. La Société travaille activement à améliorer la qualité, l'exhaustivité et la diversité de son contenu local, en introduisant des applications mobiles qui répondent mieux aux besoins verticaux des acheteurs et des marchands canadiens dans les secteurs des services, de l'immobilier, du commerce de détail et de la restauration.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, le total des visites sur nos médias numériques, c'est-à-dire le nombre de visites sur les médias mobiles et en ligne PJ, PJ Shopwise, PJ Resto, RedFlagDeals, C411, Bookenda et dine.TO a augmenté pour atteindre 123,1 millions, comparativement à 110,2 millions de visites sur le réseau de médias numériques de la Société pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une croissance de 11,8 % d'un exercice à l'autre. Le total des visites numériques sur DPCF s'est élevé à 19,2 millions au cours du troisième trimestre de 2015.

À l'heure actuelle, Pages Jaunes détient l'une des bases de données les plus complètes en matière de renseignements locaux au Canada. Les médias de la Société publient plus de 1,8 million d'inscriptions d'affaires, ainsi qu'un nombre croissant d'éditoriaux diversifiés pour aider les Canadiens à découvrir leur quartier et à faire affaire avec les marchands locaux. Reconnaisant récemment la qualité du contenu de Pages Jaunes, l'application Apple Plans a commencé la syndication des renseignements d'affaires de PJ parmi les pages de résultats de son moteur de recherche au Canada (y compris des adresses, des numéros de téléphone, des heures d'ouverture, des coordonnées géographiques, des URL de sites Web, des photos, des évaluations et des avis). En retour, Pages Jaunes recevra une attribution de marque dans l'application Apple Plans, ce qui aidera à promouvoir une plus grande adoption des médias numériques de PJ et améliorera le rendement sur le capital investi pour les marchands qui annoncent sur les médias de la Société.

### **Rehausser la proposition de valeur aux clients**

La croissance du nombre de clients est essentielle afin que Pages Jaunes puisse renouer avec la croissance des produits et de la rentabilité en 2018. La Société prévoit renouer avec la croissance du nombre de clients en 2017 grâce à des initiatives visant à accélérer le rythme d'acquisition des clients et à maintenir le taux de renouvellement des clients.

Au cours de la période de douze mois close le 30 septembre 2015, Pages Jaunes a acquis 27 200 nouveaux clients, ce qui représente une augmentation comparativement aux 20 200 nouveaux clients acquis au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les programmes d'incitatifs à la vente ont joué un rôle essentiel dans l'accélération de l'acquisition de clients, notamment au cours des périodes de vente saisonnières plus lentes, tandis qu'une plateforme de gestion des relations avec la clientèle améliorée a aidé à optimiser l'affectation des occasions d'affaires, à accroître les taux de conversion ainsi qu'à améliorer la productivité des conseillers médias de Pages Jaunes. L'acquisition de clients continue aussi d'être appuyée par une équipe de vente en pleine croissance et par le lancement de nouvelles solutions numériques. Lancées en avril 2015, les solutions Présence sont le dernier ajout à la gamme de produits numériques de la Société et visent à accroître la présence en ligne des marchands grâce à la syndication des renseignements sur leur entreprise sur l'ensemble du réseau de PJ et sur plus de 40 autres médias numériques hautement fréquentés, comme Facebook, Foursquare et Yahoo!.

Pour les périodes de douze mois closes les 30 septembre 2015 et 2014, le taux de renouvellement parmi les clients de Pages Jaunes est demeuré stable, à 85 %. Le taux de renouvellement de la Société demeure élevé, grâce à la mise en œuvre de systèmes, de processus et de technologies qui améliorent l'expérience liée aux ventes, au service à la clientèle et au traitement des commandes de produits numériques pour les clients.

**ACQUISITION DE CLIENTS ET RENOUVELLEMENT DES CONTRATS<sup>1</sup>**

Pour les périodes de douze mois closes les 30 septembre	2015	2014
Nombre de clients	246 000	260 000
Nouveaux clients	27 200	20 200
Taux de renouvellement des clients	85 %	85 %

<sup>1</sup> Clients des principales activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

**Améliorer l'efficience**

À mesure que la Société progresse dans sa transformation numérique et renforce sa gamme de produits à l'intention des utilisateurs et des marchands à l'échelle du Canada, des interdépendances importantes se créent entre les technologies de l'information, les stratégies et les fonctions de marketing de Pages Jaunes. Parallèlement, les systèmes et les plateformes traditionnels sont en voie d'être mis hors service afin de mieux répondre aux activités numériques croissantes de la Société. À la lumière de ces forces dynamiques, et afin de mieux soutenir la bonne exécution de son plan de retour à la croissance, Pages Jaunes a entrepris un examen organisationnel approfondi (le réalignment de l'entreprise) dans le but de rendre l'organisation plus légère, plus agile et plus collaborative. Le réalignment de l'entreprise s'est traduit par une réduction de la main-d'œuvre aux troisième et quatrième trimestres de 2015, visant environ 300 employés, touchant principalement des fonctions qui ont été intégrées à d'autres fonctions ou qui ne sont plus alignées à la réalité numérique de Pages Jaunes. Par conséquent, un montant d'environ 4,4 M\$ au titre des frais de restructuration et charges spéciales liés au réalignment de l'entreprise a été comptabilisé au troisième trimestre et un montant de 15 M\$ sera comptabilisé au quatrième trimestre de 2015. En plus du réalignment de l'entreprise, Pages Jaunes a mis en œuvre des initiatives de contrôle des coûts qui ont engendré des frais de restructuration et charges spéciales supplémentaires au cours du troisième trimestre de 2015.

**RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2015	2014	2015	2014
Produits	210 593 \$	218 427 \$	621 266 \$	662 209 \$
Coûts d'exploitation	146 783	143 165	425 077	411 065
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales	63 810	75 262	196 189	251 144
Amortissements	21 161	19 723	60 045	56 073
Frais de restructuration et charges spéciales	9 113	2 746	13 666	12 645
Bénéfice d'exploitation	33 536	52 793	122 478	182 426
Charges financières, montant net	14 775	16 009	45 630	54 874
Bénéfice avant impôt sur le résultat et bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	18 761	36 784	76 848	127 552
Charge d'impôt sur le résultat	5 606	10 242	21 659	34 415
Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	-	-	-	(178)
<b>Bénéfice net</b>	<b>13 155 \$</b>	<b>26 542 \$</b>	<b>55 189 \$</b>	<b>93 315 \$</b>
Bénéfice de base par action	0,49 \$	0,98 \$	2,07 \$	3,43 \$
Bénéfice dilué par action	0,44 \$	0,84 \$	1,80 \$	2,93 \$

Aux 30 septembre	2015	2014
Total de l'actif	1 757 811 \$	1 759 226 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les débetures échangeables)	473 422 \$	573 523 \$
Débetures échangeables	90 084 \$	88 606 \$

**ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS CONSOLIDÉS****Produits**

Les produits ont diminué de 3,6 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 210,6 M\$ au troisième trimestre de 2015, comparativement à 218,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, les produits ont diminué de 6,2 % pour s'établir à 621,3 M\$, comparativement à 662,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits continuent de subir l'incidence négative de la réduction du nombre de clients au sein des principales activités de PJ et de la diminution des dépenses liées aux médias imprimés parmi les clients de la Société.

Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 12,5 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 127,8 M\$ au troisième trimestre de 2015, contre 113,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques exprimés en pourcentage du total des produits ont également augmenté pour atteindre 60,7 % des produits consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 52 % à la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des produits tirés des médias et solutions numériques est stimulée par l'acquisition de DPCF le 1<sup>er</sup> juillet 2015, l'accélération de l'acquisition de clients et la croissance des dépenses parmi les clients des médias numériques de la Société qui renouvellent leur contrat. Compte non tenu de DPCF, les produits tirés des médias et solutions numériques du troisième trimestre ont augmenté d'environ 4 % d'un exercice à l'autre.

La croissance du nombre de clients est un élément clé à long terme pour l'atteinte d'une croissance durable des produits tirés des médias et solutions numériques. La Société continue de renforcer la notoriété de la marque, de lancer de nouvelles solutions numériques et d'améliorer les ventes, le service à la clientèle et le traitement des commandes afin d'accélérer le rythme annualisé d'acquisition de clients et de favoriser la fidélisation des clients (se reporter à l'énoncé « Rehausser la proposition de valeur aux clients », sous la section « Performance par rapport à la stratégie de l'entreprise »). Le nombre de clients au sein des principales activités de Pages Jaunes totalisait 246 000 au 30 septembre 2015, ce qui représente une baisse de 14 000 clients pour la période de douze mois close le 30 septembre 2015, soit une amélioration importante par rapport à la baisse de 23 000 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Grâce à l'acquisition et à la fidélisation des clients, le nombre de clients recourant exclusivement aux produits numériques au sein de nos principales activités a augmenté pour s'établir à 49 100, soit une proportion de 20 % des clients, au 30 septembre 2015, ce qui représente une augmentation comparativement à 32 700 clients recourant exclusivement aux produits numériques, soit une proportion de 13 % des clients, à la période correspondante de l'exercice précédent. Alors que l'acquisition de nouveaux clients des médias numériques et la migration des clients des médias imprimés vers les offres numériques de PJ se poursuivent, les solutions de positionnement prioritaire en ligne et mobiles de PJ demeurent les solutions numériques les plus prisées par les marchands. Le taux de pénétration des solutions de positionnement prioritaire en ligne et mobiles de PJ atteignait 60 % et 27 %, respectivement, au 30 septembre 2015, comparativement à 55 % et à 23 %, respectivement, à la période correspondante de l'exercice précédent. L'intensification de l'adoption des solutions de positionnement prioritaire en ligne et mobiles de la Société est primordiale pour soutenir la rentabilité à long terme de Pages Jaunes. Ces solutions sont à l'heure actuelle les plus rentables de la gamme de produits de la Société, car elles tirent parti de l'utilisation interne et directe croissante de Pages Jaunes pour offrir aux clients un rendement sur le capital investi.

En plus de l'acquisition de clients, la vente de nouveaux produits à ces derniers est essentielle pour atteindre une croissance à long terme durable des produits tirés des médias et solutions numériques. En offrant un rendement amélioré sur le capital investi aux clients nouvellement acquis, Pages Jaunes prévoit fidéliser ces clients et faire croître leurs dépenses annuelles tout au long de leur cycle de vie. Au cours de la période de douze mois close le 30 septembre 2015, 44 % des clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat ont augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles d'un exercice à l'autre, comparativement à 27 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Enfin, la baisse des produits tirés des médias imprimés continue de montrer des signes de stabilisation. Pour le troisième trimestre de 2015, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 21 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 82,8 M\$. La stabilisation du taux de recul des produits tirés des médias imprimés est soutenue par l'amélioration du contenu et les initiatives à l'égard des prix qui préservent l'utilisation des annuaires imprimés et qui favorisent le renouvellement des dépenses pour la publicité imprimée parmi les clients. L'initiative Simplification de l'annuaire imprimé (« SAI ») a aidé à limiter la baisse des produits tirés des médias imprimés dans les marchés ruraux et urbains à l'échelle du pays en augmentant la taille des publicités imprimées sans coûts additionnels ou presque pour le client. Parallèlement, l'utilisation continue d'être soutenue par la publication de contenu éditorial amélioré et par une expérience de type magazine plus invitante dans tous les annuaires.



**PÉNÉTRATION DE LA CLIENTÈLE<sup>1</sup>**

Aux 30 septembre	2015	2014
<b>Médias imprimés</b>	<b>80 %</b>	87 %
<b>Médias numériques détenus et exploités<sup>2</sup></b>	<b>65 %</b>	63 %
Positionnement prioritaire en ligne	<b>60 %</b>	55 %
Positionnement prioritaire mobile	<b>27 %</b>	23 %
Positionnement traditionnel	<b>1 %</b>	6 %
<b>Services numériques<sup>3</sup></b>	<b>10 %</b>	10 %

**VARIATION DES DÉPENSES<sup>1</sup>**

Périodes de douze mois closes les 30 septembre	2015	2014
<b>Chez les clients qui ont renouvelé leur contrat<sup>4</sup></b>		
<b>Augmentation des dépenses<sup>4</sup></b>		
Distribution des clients	<b>44 %</b>	27 %
% des produits	<b>32 %</b>	29 %
<b>Dépenses stables<sup>5</sup></b>		
Distribution des clients	<b>38 %</b>	55 %
% des produits	<b>28 %</b>	29 %
<b>Diminution des dépenses<sup>6</sup></b>		
Distribution des clients	<b>18 %</b>	18 %
% des produits	<b>40 %</b>	42 %
<b>Produits moyens par client<sup>7</sup></b>	<b>2 970 \$</b>	3 097 \$

**INDICATEURS D'EXPLOITATION**

Aux 30 septembre	2015	2014
Taux de pénétration de la Solution 360° PJ <sup>1</sup>	<b>38,4 %</b>	34,9 %
Clients recourant exclusivement aux produits numériques <sup>1</sup>	<b>49 100</b>	32 700
Produits tirés des médias et solutions numériques (en milliers de dollars canadiens) <sup>8</sup>	<b>127 813 \$</b>	113 617 \$
Produits tirés des médias et solutions numériques en pourcentage du total des produits <sup>8</sup>	<b>60,7 %</b>	52 %

<sup>1</sup> Clients des principales activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

<sup>2</sup> Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de positionnement prioritaire en ligne, de positionnement prioritaire mobile, de Présence Essentielle ou PrésencePro, lié au contenu, lié à la vidéo ou traditionnel.

<sup>3</sup> Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de PrésencePro étendue, de gestion de site Web, d'optimisation pour moteur de recherche (OMR), de marketing par moteur de recherche (MMR), de solution Facebook ou d'affichage numérique ciblé.

<sup>4</sup> Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses de plus de 5 % d'un exercice à l'autre.

<sup>5</sup> Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses allant de 0 % à 5 % d'un exercice à l'autre.

<sup>6</sup> Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une diminution des dépenses d'un exercice à l'autre.

<sup>7</sup> Les produits moyens par client pour la période de douze mois close le 30 septembre 2014 ont été retraités afin de ne pas tenir compte de l'apport de Mediative.

<sup>8</sup> Pour les trimestres clos les 30 septembre.

## BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a diminué de 11,5 M\$ pour s'établir à 63,8 M\$ au troisième trimestre de 2015, comparativement à une diminution de 26,9 M\$, pour s'établir à 75,3 M\$ à la période correspondante de 2014, ce qui représente une baisse de 15,2 % d'un exercice à l'autre au cours du troisième trimestre de 2015, comparativement à une baisse de 26,3 % d'un exercice à l'autre à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, le BAIIA ajusté a diminué pour s'établir à 196,2 M\$, comparativement à 251,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Notre marge sur BAIIA ajusté pour le troisième trimestre de 2015 s'est établie à 30,3 %, comparativement à 34,5 % pour le troisième trimestre de 2014, et elle s'est établie à 31,6 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, comparativement à 37,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015 est imputable principalement à la baisse des produits tirés des médias imprimés et à une modification de la composition des produits, facteurs partiellement contrebalancés par des initiatives d'économie de coûts. La marge sur BAIIA ajusté a aussi subi l'incidence négative des activités de Médiate, de 411.ca et de DPCF de la Société, qui sont exercées à des marges sur BAIIA ajusté moins élevées que les principales activités de Pages Jaunes.

Le coût des produits vendus a augmenté de 4,3 M\$ pour s'établir à 82,7 M\$ au troisième trimestre de 2015, comparativement à 78,5 M\$ pour la période correspondante de 2014, et il a augmenté de 10,3 M\$ pour s'établir à 237,7 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, comparativement à 227,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015 découle principalement de l'acquisition de DPCF le 1<sup>er</sup> juillet 2015 et d'une modification de la composition des produits, facteurs contrebalancés en partie par les économies de coûts générées par les initiatives d'optimisation des médias imprimés. L'augmentation au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 s'explique surtout par l'acquisition de 411.ca et de DPCF ainsi que par une modification de la composition des produits, facteurs contrebalancés en partie par les économies de coûts générées par les initiatives d'optimisation des médias imprimés.

Au troisième trimestre de 2015, la marge brute a diminué pour s'établir à 60,7 %, comparativement à 64,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, elle a diminué pour s'établir à 61,7 %, comparativement à 65,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 s'explique surtout par une modification de la composition des produits et par l'acquisition de DPCF, facteurs contrebalancés en partie par les initiatives d'économie de coûts. La diminution au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 s'explique également par l'acquisition de 411.ca le 1<sup>er</sup> juin 2014.

Les frais généraux et d'administration ont diminué de 0,7 M\$ pour s'établir à 64 M\$ au cours du troisième trimestre de 2015, comparativement à 64,7 M\$ pour la période correspondante de 2014. Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 3,7 M\$ pour s'établir à 187,4 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, comparativement à 183,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015 est principalement attribuable aux initiatives d'économie de coûts comme les modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi, et à une baisse des dépenses liées à la valorisation de la marque qui s'explique par le moment où ont été effectués les investissements, facteurs contrebalancés par les charges additionnelles liées à l'acquisition de DPCF. L'augmentation au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 est principalement attribuable aux charges liées à DPCF et aux investissements au titre de la transformation numérique de la Société, facteurs contrebalancés en partie par les économies de coûts découlant des modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi.

## Amortissements

Les amortissements ont augmenté pour s'établir à 21,2 M\$ au troisième trimestre de 2015, comparativement à 19,7 M\$ au troisième trimestre de 2014, et ont augmenté pour s'établir à 60 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, comparativement à 56,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses d'investissement découlant du déploiement des systèmes et des plateformes à mesure que progresse la transformation numérique des activités de la Société.

## Frais de restructuration et charges spéciales

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et des charges spéciales de 9,1 M\$ et de 13,7 M\$, respectivement, (2,7 M\$ et 12,6 M\$, respectivement, en 2014) liés principalement aux réorganisations internes et à la réduction de la main-d'œuvre, de même que des coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises.

## Charges financières

Les charges financières ont diminué de 1,2 M\$ pour s'établir à 14,8 M\$ au troisième trimestre de 2015, comparativement à 16 M\$ à la période correspondante de 2014, et ont diminué de 9,2 M\$ pour s'établir à 45,6 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, comparativement à 54,9 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par un plus faible niveau d'endettement. Au 30 septembre 2015, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 9 %, comparativement à 9,1 % au 30 septembre 2014.

## Charge d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,7 % et à 26,5 % pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2015 et 2014 respectivement. La Société a inscrit une charge d'impôt de 29,9 % et de 28,2 % sur le bénéfice du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015 respectivement. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. Au troisième trimestre de 2015, un passif d'impôt différé additionnel a été comptabilisé en raison de la hausse du taux d'imposition prévu par la loi de la province de l'Alberta.

La Société a inscrit une charge d'impôt de 27,8 % et de 27 % sur le bénéfice du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014 respectivement. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

## Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées

Le 1<sup>er</sup> juin 2014, nous avons fait l'acquisition de la participation restante de 70 % dans 411.ca, dont les résultats sont désormais consolidés avec ceux de PJ. Nous avons comptabilisé un bénéfice de 0,2 M\$ pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'à la date d'acquisition.

## Bénéfice net

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 13,2 M\$ au troisième trimestre de 2015, comparativement à 26,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, le bénéfice net a diminué pour s'établir à 55,2 M\$, comparativement à 93,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre est principalement attribuable à une baisse du BAIIA ajusté et à une hausse des frais de restructuration et charges spéciales. La diminution pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 s'explique principalement par la baisse du BAIIA ajusté, qui a été contrebalancée en partie par une baisse des charges financières.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS

### RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES POURCENTAGES ET LES MONTANTS PAR ACTION)

	2015			2014				2013
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	210 593 \$	204 771 \$	205 902 \$	215 319 \$	218 427 \$	220 579 \$	223 203 \$	237 951 \$
Coûts d'exploitation	146 783	143 178	135 116	150 487	143 165	139 318	128 582	146 698
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	63 810	61 593	70 786	64 832	75 262	81 261	94 621	91 253
Marge sur BAIIA ajusté	30,3 %	30,1 %	34,4 %	30,1 %	34,5 %	36,8 %	42,4 %	38,3 %
Amortissements	21 161	20 212	18 672	22 003	19 723	18 146	18 204	16 106
Frais de restructuration et charges spéciales	9 113	2 551	2 002	5 714	2 746	6 784	3 115	13 134
Bénéfice d'exploitation	33 536	38 830	50 112	37 115	52 793	56 331	73 302	62 013
Bénéfice net	13 155	16 510	25 524	95 225	26 542	27 551	39 222	30 964
Bénéfice de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	0,49 \$	0,62 \$	0,95 \$	3,53 \$	0,98 \$	1,01 \$	1,43 \$	1,11 \$
Bénéfice dilué par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	0,44 \$	0,54 \$	0,81 \$	2,88 \$	0,84 \$	0,87 \$	1,22 \$	0,97 \$

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre en raison essentiellement de la perte généralisée de clients et du recul des dépenses de nos clients les plus importants. Les produits tirés des médias imprimés non récurrents ont eu une incidence positive sur les produits du quatrième trimestre de 2013. L'acquisition de DPCF, le 1<sup>er</sup> juillet 2015, a eu une incidence favorable sur les produits du troisième trimestre de 2015.

Notre marge sur BAIIA ajusté a diminué d'un trimestre à l'autre, ce qui reflète la diminution des produits tirés des médias imprimés et la perte sur marge imputable à une modification de la composition des produits. À compter du deuxième trimestre de 2014, notre marge sur BAIIA ajusté a également subi l'incidence négative d'une hausse des investissements liée au plan. Notre marge sur BAIIA ajusté a augmenté au premier trimestre de 2015, en raison principalement du moment où ont été effectués divers investissements liés à l'exécution de la transformation numérique de la Société et de l'incidence favorable des modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi.

Les coûts d'exploitation du quatrième trimestre de 2013 ont subi l'incidence défavorable de provisions non récurrentes relatives à un litige et à un avis de cotisation pour les taxes de vente, tandis que ces coûts, au premier trimestre de 2014, ont profité d'un avantage non récurrent lié à l'issue favorable d'un litige. Les coûts d'exploitation aux premier et troisième trimestres de 2015 ont bénéficié de l'incidence positive des modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi, et ceux du troisième trimestre de 2015 ont aussi subi l'incidence négative des coûts liés à DPCF, acquise le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Les amortissements ont augmenté d'un trimestre à l'autre, à l'exception du premier trimestre de 2015, en raison de la hausse des dépenses d'investissement liées au déploiement de plateformes dans le cadre de la transformation numérique de la Société. La diminution au premier trimestre de 2015 tient essentiellement à l'amortissement complet de certaines immobilisations incorporées.

À mesure que la Société progresse dans le déploiement de son plan et de sa transformation, passant d'une entreprise axée sur les médias imprimés à une entreprise axée sur les médias numériques, elle a entamé des réductions de la main-d'œuvre et des initiatives de contrôle des coûts qui ont donné lieu à des frais de restructuration et des charges spéciales au cours des derniers trimestres.

Au quatrième trimestre de 2014, notre bénéfice net a profité de l'incidence positive d'une économie d'impôt de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt à la suite du règlement d'avis de cotisation.

### 3. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

#### SITUATION FINANCIÈRE

##### STRUCTURE DU CAPITAL



(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES POURCENTAGES)

	Au 30 septembre 2015	Au 31 décembre 2014
Trésorerie	107 705 \$	102 776 \$
Billets garantis de premier rang	472 805 \$	507 014 \$
Débiteures échangeables	90 084	88 959
Obligations en vertu de contrats de location-financement	617	897
Dette nette, déduction faite de la trésorerie <sup>1</sup>	455 801 \$	494 094 \$
Capitaux propres	751 628	684 180
Capitalisation totale	1 207 429 \$	1 178 274 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	37,7 %	41,9 %

#### RATIO DE LA DETTE NETTE<sup>1</sup> SUR LE BAIIA AJUSTÉ DES DOUZE DERNIERS MOIS<sup>2</sup>

30 sept. 2015		1,7
31 déc. 2014		1,6

#### STRUCTURE DU CAPITAL (EN MILLIONS DE DOLLARS)

	752 \$	456 \$
30 sept. 2015		
31 déc. 2014		
	684 \$	494 \$

■ Total des capitaux propres      ■ Dette nette

Au 30 septembre 2015, la dette nette de Pages Jaunes totalisait 455,8 M\$, comparativement à 494,1 M\$ au 31 décembre 2014.

<sup>1</sup> La dette nette est une mesure non définie par les IFRS qui représente la dette externe à long terme, déduction faite de la trésorerie, telle que ces mesures sont présentées conformément aux IFRS.

<sup>2</sup> Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (le « BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois<sup>1,2</sup> s'établissait à 1,7 fois au 30 septembre 2015, comparativement à 1,6 fois au 31 décembre 2014. L'augmentation découle de l'acquisition de DPCF qui a entraîné une sortie de trésorerie de 50 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2015.

### **Emprunt garanti par des actifs**

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 30 septembre 2015, la Société avait des lettres de crédit de 4,2 M\$ émises et en cours. Par conséquent, une tranche de 45,8 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 30 septembre 2015. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel canadien majoré d'une marge applicable.

Au 30 septembre 2015, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

### **Billets garantis de premier rang**

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables en espèces trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

La Société prévoit faire un paiement de 66,1 M\$ le 30 novembre 2015. À la suite de ce paiement, la Société aura remboursé un total de 100,3 M\$ en 2015, et de 393,3 M\$ depuis le 20 décembre 2012 de ses billets garantis de premier rang, portant ainsi le solde de 800 M\$ à 406,7 M\$ au 30 novembre 2015.

Au 30 septembre 2015, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

### **Rachat obligatoire**

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalant à 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour la dernière période de six mois close le 31 mars ou le 30 septembre, selon le cas, pour racheter semestriellement le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, les billets garantis de premier rang à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal, incluant la réserve disponible pour l'emprunt garanti par des actifs, de 75 M\$ immédiatement après le paiement de rachat obligatoire. La condition du solde de trésorerie minimal de 75 M\$ prévoit une réduction dans certains cas décrits dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ajusté pour tenir compte, entre autres, des paiements d'intérêts, de l'impôt et des régimes de rémunération des employés à long terme, de certains paiements de cotisations à des régimes de retraite ainsi que de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. Aux fins de la détermination des flux de trésorerie excédentaires consolidés, les déductions pour dépenses d'investissement et pour charges liées aux systèmes d'information et de technologies de l'information sont toutes deux limitées à 50 M\$ par année. Dans d'autres circonstances, la Société pourrait également devoir effectuer des remboursements supplémentaires sur les billets garantis de premier rang (se reporter à l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang).

La Société devait effectuer des paiements de rachat obligatoire minimaux d'un montant global de 125 M\$ pour les exercices 2014 et 2015 combinés. La Société a effectué des paiements de rachat obligatoire de 139,6 M\$ en 2014, soit plus que le paiement de rachat obligatoire minimal de 125 M\$. Par conséquent, la Société a effectué ses paiements de rachat obligatoire minimaux et devra seulement utiliser un montant équivalant à 75 % des flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter semestriellement les billets garantis de premier rang à l'avenir.

<sup>1</sup> La dette nette est une mesure non définie par les IFRS qui représente la dette externe à long terme, déduction faite de la trésorerie, telle que ces mesures sont présentées conformément aux IFRS.

<sup>2</sup> Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (le « BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

**Rachat optionnel**

La Société peut racheter la totalité ou une partie des billets garantis de premier rang à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 105 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2017;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2017 ou après cette date.

**Débiteures échangeables**

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débiteures échangeables subordonnées de premier rang (les « débiteures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les débiteures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en espèces, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débiteures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débiteures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débiteures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 30 septembre 2015, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débiteures échangeables.

**Option d'échange**

Les débiteures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

**Rachat optionnel**

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débiteures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021.
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

**NOTATIONS**

<b>DBRS LIMITED</b>	<b>STANDARD &amp; POOR'S RATING SERVICES</b>
B/cote de l'émetteur – tendance positive	B/cote de la Société – perspective stable
B (élevée)/cote des billets garantis de premier rang	BB-/cote des billets garantis de premier rang
CCC (élevée)/cote des débiteures échangeables	CCC+/cote des débiteures échangeables

**Liquidité**

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, notamment les rachats obligatoires de billets garantis de premier rang. Au 10 novembre 2015, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 102,8 M\$ et un montant de 45,8 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

**Options**

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions.

Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

### Données sur les actions

Au 11 novembre 2015, les données sur les actions en circulation se présentaient comme suit :

#### DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Au 11 novembre 2015	Au 30 septembre 2015	Au 31 décembre 2014
Actions ordinaires en circulation	28 052 544	28 018 419	27 976 661
Débiteures échangeables en circulation <sup>1</sup>	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 498	2 995 498	2 995 506
Options sur actions en cours <sup>2</sup>	534 325	568 450	480 200

<sup>1</sup> Au 11 novembre 2015, le montant en capital des débiteures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débiteures échangeables.

<sup>2</sup> Le solde des options sur actions en cours de 534 325 au 11 novembre 2015 et de 568 450 au 30 septembre 2015 comprend 89 375 et 123 500 options sur actions, respectivement, pouvant être exercées à ces dates. Aucune option sur actions ne pouvait être exercée au 31 décembre 2014.

#### PROVENANCE ET UTILISATION DES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2015	2014
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	155 398 \$	122 670 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(249)	3 271
	155 149 \$	125 941 \$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Ajouts aux immobilisations incorporelles	(53 436) \$	(44 059) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 817)	(5 456)
Acquisitions d'entreprise, déduction faite de la trésorerie acquise	(51 063)	(22 698)
Produit du règlement d'un billet à recevoir	—	14 100
	(109 316) \$	(58 113) \$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Remboursement de la dette à long terme	(34 489) \$	(73 945) \$
Achat d'actions restreintes	(6 838)	(12 450)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions	423	—
	(40 904) \$	(86 395) \$

#### Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

##### Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 32,7 M\$, passant de 122,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 à 155,4 M\$ pour la période correspondante de 2015. Les flux de trésorerie provenant de l'impôt sur le résultat ont augmenté de 84 M\$, principalement en raison du montant net d'impôt sur le résultat de 32,5 M\$ reçu au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 en raison d'un règlement fiscal couvrant des exercices antérieurs, contre un montant net d'impôt sur le résultat de 51,5 M\$ payé pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 relatif à l'année d'imposition 2013, pour laquelle aucun acompte provisionnel n'avait été versé. Ce montant a été contrebalancé par la diminution du BAIIA ajusté en trésorerie de 54,9 M\$.

##### Variation des actifs et des passifs d'exploitation

La variation des actifs et des passifs d'exploitation pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 a donné lieu à une sortie de 0,2 M\$ comparativement à une entrée de 3,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La sortie de trésorerie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 s'explique principalement par la hausse des paiements au titre de la rémunération variable qui a été partiellement contrebalancée par une amélioration au titre du recouvrement de nos créances clients. L'entrée de trésorerie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 s'explique principalement par l'échéancier favorable en ce qui a trait au paiement des créanciers et de certaines provisions ainsi que par une diminution de nos créances clients découlant de la baisse des produits.

## Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 109,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, comparativement à 58,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, nous avons investi un montant de 53,4 M\$ et de 4,8 M\$, respectivement, dans le développement de logiciels et dans le matériel de systèmes d'information et de technologies de l'information, comparativement à 44,1 M\$ et à 5,5 M\$, respectivement, au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les dépenses d'investissement engagées au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2015 sont liées aux investissements nécessaires pour maintenir l'intégrité de notre infrastructure et à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant à accélérer notre transformation en vue de devenir un chef de file du numérique local au Canada.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2015, nous avons acquis la totalité des actions du réseau DPCF pour un prix d'achat de 50,2 M\$. Au cours du deuxième trimestre de 2014, nous avons acquis la participation restante de 411.ca pour une contrepartie nette de 22,7 M\$, laquelle a été compensée en partie par la réception d'un produit en trésorerie de 14,1 M\$ découlant du règlement d'un billet à recevoir.

Le total des dépenses d'investissement pour 2015 devrait se chiffrer entre 70 M\$ et 75 M\$.

## Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement se sont établis à 40,9 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, comparativement à 86,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2015, nous avons remboursé une tranche de 34,2 M\$ des billets garantis de premier rang comparativement à 73,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, nous avons acheté des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 6,8 M\$, comparativement à 12,5 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, 41 750 options sur actions ont été exercées pour un produit en trésorerie de 0,4 M\$.

## INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

(Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.)

Les instruments financiers de la Société comprennent la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, la dette à long terme et les débetures échangeables.

### Instruments dérivés

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 30 septembre 2015. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

## 4. FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

### FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	54 287 \$	57 208 \$	155 149 \$	125 941 \$
Dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	19 662	19 567	58 253	49 515
Flux de trésorerie disponibles	34 625 \$	37 641 \$	96 896 \$	76 426 \$

## 5. HYPOTHÈSES CRITIQUES

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, « Hypothèses critiques », de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.



## NORMES COMPTABLES

Certaines nouvelles normes, interprétations et certaines nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

### **Modifications d'IAS 16, *Immobilisations corporelles* et d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles : Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables***

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié le document Modifications d'International Accounting Standard (« IAS ») 16, *Immobilisations corporelles* et d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles : Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables* afin de préciser que l'utilisation de modes d'amortissement fondé sur les produits pour calculer l'amortissement n'est pas appropriée, puisque les produits générés par une activité qui inclut l'utilisation d'une immobilisation incorporelle reflètent généralement des facteurs autres que la consommation des avantages économiques intrinsèques de l'immobilisation incorporelle. L'IASB précise aussi que les produits ne constituent pas, de façon générale, une base appropriée pour évaluer la consommation des avantages économiques intrinsèques d'une immobilisation incorporelle. Cette présomption peut toutefois être réfutée dans certaines rares circonstances. Ces modifications doivent être appliquées de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les modifications d'IAS 16 et d'IAS 38 n'auront pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée.

### **IAS 1, *Présentation des états financiers***

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative visant à améliorer les exigences en matière de présentation et d'informations à fournir dans les rapports financiers. Les modifications à IAS 1 clarifient les exigences actuelles en matière de présentation et d'informations à fournir quant à l'importance relative, les sous-totaux et la ventilation. Les modifications fournissent également des indications supplémentaires sur l'application du jugement professionnel aux exigences en matière d'informations à fournir lors de la préparation des notes annexes.

Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers de Pages Jaunes Limitée.

### **IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients***

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Identifier le contrat conclu avec le client;
- Identifier les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Déterminer le prix de transaction;
- Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Une application anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre l'application rétrospective complète ou une approche rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

### **IFRS 9, *Instruments financiers***

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## 6. RISQUES ET INCERTITUDES

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et à notre notice annuelle datée du 25 mars 2015 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Le 1<sup>er</sup> juillet 2015, Pages Jaunes a acquis DPCF, transformant du coup la Société en un chef de file du marché immobilier numérique. En raison de cette acquisition, la Société occupe une place plus importante sur le marché des inscriptions immobilières et pourrait être exposée au facteur de risque additionnel décrit ci-dessous.

**Un ralentissement du secteur immobilier, ou des changements au sein de celui-ci, pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.**

Les activités et la performance financière de DPCF sont tributaires de la vigueur du secteur immobilier et des changements au sein de celui-ci. Les tendances en matière d'acquisition de propriétés sont sensibles à la conjoncture économique et le nombre de transactions risque de diminuer ou d'augmenter moins rapidement en cas de récession. Un ralentissement des activités du secteur immobilier pourrait mener à une diminution de l'achat de forfaits par les vendeurs de propriétés. DPCF est assujettie aux règlements dans le secteur de l'immobilier, qui peuvent varier de temps à autre d'une façon qui pourrait restreindre ou nuire à la capacité de DPCF à offrir ses produits et avoir une incidence défavorable sur les activités et les résultats d'exploitation de DPCF. Un ralentissement ou une perturbation du marché immobilier pourrait se traduire par une diminution de la demande pour les produits de DPCF et nuire à ses activités ou à ses résultats d'exploitation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs identifient et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux.

## 7. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Aucun changement ayant une incidence importante ou susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière de la Société n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière de la Société au cours de la période ouverte le 1<sup>er</sup> juillet 2015 et close le 30 septembre 2015.